

## Le ralentissement de la réduction du temps de travail en Europe

*Michel Husson*

La durée du travail en Europe connaît un mouvement à la baisse depuis le début des années soixante (graphique 1). En moyenne sur les quatre grands pays (Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni), le temps de travail annuel est aujourd'hui inférieur de 22 % à ce qu'il était en 1960, soit 450 heures par an, ou encore l'équivalent d'une bonne dizaine de semaines (tableau 1). Une évolution semblable peut être observée à moyen terme au Japon, même si la durée annuelle reste supérieure de 14 % à la moyenne européenne. En revanche, l'évolution des Etats-Unis se distingue du reste des pays industrialisés par une durée du travail qui tend à rester constante, et même à augmenter sur les quinze dernières années.

Ce mouvement est relativement homogène, si l'on considère les quatre grands pays (Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni) pour lesquels on dispose de séries historiques longues. Telle que la mesure l'OCDE, la durée annuelle du travail varie entre 1574 heures pour l'Allemagne et 1731 pour le Royaume-Uni. Avec 1809 heures, l'Espagne se situe au-dessus de cette moyenne, tandis que la Suède et les Pays-Bas font apparaître des durées annuelles du travail beaucoup plus courtes, avec respectivement 1552 et 1360 heures. Pourtant, l'examen des données conduit à mettre en lumière un phénomène de ralentissement du processus de réduction du travail, que l'on peut situer à la première moitié des années quatre-vingt, à l'exception notable de

Tableau 1						
	1960 Durée	1980 Durée	1997 Durée	1960-80 Tcam	1980-97 Tcam	1960-97 Variation
Allemagne	2156	1748	1574	-1,0	-0,6	-582
France	2069	1808	1656	-0,7	-0,5	-413
Italie	2086	1790	1717	-0,8	-0,2	-369
Royaume-Uni	2137	1770	1731	-0,9	#-0,1	-406
EURO4	2117	1777	1660	-0,9	-0,4	-456
USA	2002	1880	1966	-0,3	0,3	-36
Japon	2413	2123	1890	-0,6	-0,7	-523
G6	2144	1895	1843	-0,6	-0,2	-301

## LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL EN EUROPE

ble des quatre grands pays européens, le rythme de réduction du temps de travail est réduit de plus de moitié : 0,9 % l'an avant 1980, 0,4 % ensuite. Une telle inflexion peut surprendre, dans la mesure où les années quatre-vingt sont aussi celles de la montée du chômage. Tout se passe comme si on recourait dans une moindre mesure à la réduction du temps de travail, au moment même où on en aurait le plus besoin, du point de vue de l'emploi. Cela nous conduit à approfondir le constat, en commençant par le volume de travail.

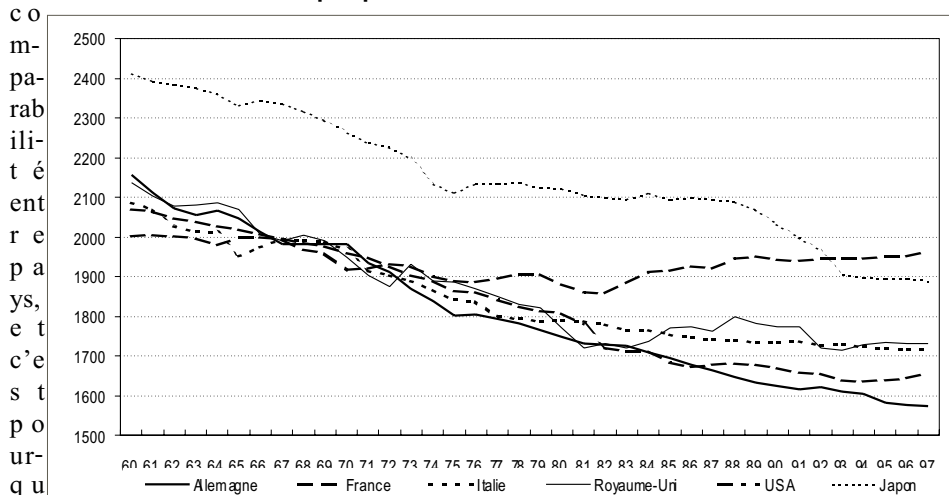
### Le volume de travail et le partage effectifs/durée

Le volume de travail est une grandeur qui est conceptuellement plus simple que celle d'emploi, de durée du travail ou de productivité. Il s'agit en effet du nombre total d'heures de travail effectuées pendant une année donnée : il s'obtient simplement en multipliant les effectifs par la durée annuelle moyenne du travail. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il n'existe pas des problèmes statistiques de mesure

oi les données présentées ici doivent surtout être considérées dans leurs grandes tendances. Mais cela devrait suffire à éclairer l'un des aspects du débat sur la fin du travail, et sur les rapports entre emploi et durée du travail.

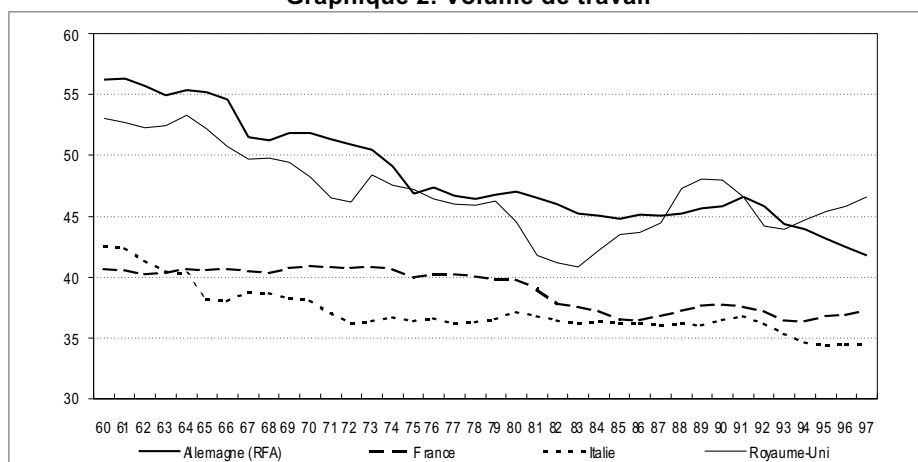
Le succès actuel des thèses sur la fin du travail laisse supposer que l'on assisterait aujourd'hui à une baisse accélérée du volume de travail. Or, le tableau 2 montre qu'il n'en est rien. Le volume de travail des six principaux pays industrialisés a représenté en 1997 environ 538 milliards d'heures, soit une progression de 14 % par rapport aux 473 milliards travaillées en 1980. Aucun problème de définition ne peut transformer cette progression en un mouvement qui conduirait à considérer le travail comme une grandeur en voie de disparition. On a évidemment pris la précaution de raisonner sur le champ de l'ex-RFA, de manière à ne pas gonfler artificiellement le résultat enregistré par l'Allemagne. Au niveau des quatre grands pays européens, le volume de travail a baissé de 5 % en 17 ans, et il a même légèrement augmenté au

Graphique 1. Durée annuelle du travail



## LE RALENTISSEMENT DE LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Graphique 2. Volume de travail



Royaume-Uni. Il n'y a pas non plus d'accélération. En Europe, le volume de travail ne recule pas plus vite à partir de 1980, sauf en France, et une hausse a même succédé à une baisse dans le cas britannique. Ces données sont très loin de confirmer l'idée d'une fin du travail, et l'infirmen encore un peu plus nettement en ce qui concerne le Japon. Et que dire des Etats-Unis, où le volume de travail a presque doublé depuis 1960 ?

Si l'on compare la répartition du volume de travail sur les deux périodes de 17 ans examinées (tableau 2), on parvient

aux résultats suivants, en ce qui concerne les quatre grands pays européens (hors unification allemande) :

- la baisse du volume de travail est moins rapide entre 1980 et 1997 (-0,3 % par an) que durant la période 1963-1980 (-0,7 %) ;

- le rythme de réduction de la durée du travail s'est ralenti. Alors qu'elle avait baissé au rythme de 0,8 % par an de 1963 à 1980, elle ne recule plus que de 0,4 % l'an de 1980 à 1997 ;

- le rythme des créations d'emplois, qui se déduit des évolutions précédentes,

	Volume de travail*			Tcam 1963-1980**			Tcam 1980-1997**		
	1963	1980	1997	Volume	Durée	Emploi	Volume	Durée	Emploi
RFA	55,0	47,1	41,8	-0,9	-0,3	0,1	-0,7	-0,7	0,0
France	40,4	39,8	37,2	-0,1	-0,7	0,6	-0,4	-0,5	0,1
Italie	40,5	37,1	34,5	-0,5	-0,7	0,2	-0,4	-0,2	-0,2
Royaume-Uni	52,5	44,5	46,6	-1,0	-1,0	0,0	0,3	-0,1	0,4
EURO4***	188,3	168,6	160,0	-0,7	-0,8	0,2	-0,3	-0,4	0,1
USA	135,2	186,7	254,6	1,9	-0,4	2,3	1,8	0,3	1,6
Japon	109,1	117,6	123,8	0,4	-0,7	1,1	0,3	-0,7	1,0
G6	432,6	472,8	538,4	0,5	-0,6	1,2	0,8	-0,1	0,9

## LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL EN EUROPE

augmenté que de 0,1 % par an sur la période récente, au lieu de 0,2 % entre 1963 et 1980.

Même s'il faut se garder d'un passage hâtif de cette décomposition à une détermination causale, on voit bien que le déficit d'emploi en Europe ne peut pas être imputé, comme le suggère l'idée de fin du travail, à une brusque réduction du volume de travail qui ne s'est pas produite. La montée du chômage se produit dans une phase de freinage du mouvement de réduction de la durée du travail. Pour donner un ordre de grandeur, on peut raisonner ici « toutes choses égales par ailleurs » et supposer que la réduction du travail ait continué au même rythme après 1980. Pour une évolution inchangée du volume de travail, le potentiel de créations d'emplois supplémentaires dégagé par cette baisse plus rapide de la réduction du temps de travail aurait été de 8,2 % des effectifs totaux, soit d'environ 7,9 millions de postes de travail. Or, dans le même temps, le chômage a augmenté de 7,2 millions dans les quatre pays concernés, en incluant cette fois l'ex-RDA, de telle sorte que l'ordre de grandeur est comparable. Encore une fois, on constate que les décimales comptent, et qu'un petit dérapage cumulé sur plusieurs années peut nourrir une vérita-

blé

### Volume de travail et croissance

On vient de voir comment, du côté de l'emploi, le volume de travail se répartissait entre effectifs employés et durée moyenne du travail. Du côté de la production, l'évolution du volume de travail résulte de la croissance relative de la production et de la productivité horaire. Il est intéressant d'examiner brièvement cette décomposition pour les grands pays, qui permet de rendre compte en première approche de leurs performances différentes (tableau 3).

Globalement, l'Europe se caractérise par une croissance du PIB et de la productivité horaire qui demeurent relativement proches l'une de l'autre et tendent à ralentir dans des proportions semblables, ce qui correspond bien à l'idée que le volume de travail ne décroît que lentement, sans inflexion sensible de ce mouvement. Le Japon obéit à une logique voisine, mais les taux de croissance du PIB et de la productivité horaire demeurent (sur l'ensemble de la période retenue) supérieurs à ceux de l'Europe, et se situent l'un par rapport à l'autre de manière plus favorable au volume de travail qui augmente régulièrement.

Quant aux Etats-Unis, la progression rapide du volume de travail (près de 2 %

blé  
de  
riv  
e  
de  
s  
tau  
x  
de  
ch

**Tableau 3. Volume de travail et croissance**

	Volume de travail		PIB		Productivité	
	63-80	80-97	63-80	80-97	63-80	80-97
Allemagne	-0,9	0,7	3,5	2,6	4,4	1,8
France	-0,1	-0,4	4,2	1,9	4,3	2,3
Italie	-0,5	-0,4	4,3	1,8	4,8	2,2
Royaume-Uni	-1,0	0,3	2,3	2,3	3,3	2,0
EURO4	-0,6	0,1	3,5	2,2	4,2	2,1
USA	1,9	1,8	3,5	2,6	1,6	0,8

**LE RALENTISSEMENT DE LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL**

<b>Tableau 4. Les gains de productivité et leurs usages</b>								
	<b>1965-1981</b>				<b>1981-1997</b>			
	Produc	Salaire	Durée	Profit	Produc	Salaire	Durée	Profit
Allemagne	4,0	3,8	1,0	-0,8	1,9	0,7	0,6	0,6
France	4,1	3,4	0,8	-0,1	2,3	1,1	0,5	0,7
Italie	4,4	4,6	0,5	-1,0	2,3	0,8	0,3	1,0
Royaume-Uni	3,3	2,9	1,2	-0,7	1,8	1,5	0,0	0,3
EURO4	3,9	3,6	0,9	-0,6	2,1	1,0	0,3	0,7
USA	1,4	1,1	0,5	-0,2	0,7	0,5	-0,3	0,6

chaque année depuis un tiers de siècle) est une caractéristique structurelle durable. La différence avec l'Europe n'est pas à chercher principalement du côté du PIB dont la croissance est similaire, mais de manière à peu près exclusive du côté de la productivité horaire qui progresse toujours moins vite qu'en Europe. Le potentiel de créations d'emplois aux Etats-Unis traduit la capacité de ce pays de valider durablement une croissance plus riche en emplois, ce résultat ne passant d'ailleurs pas par une baisse de la durée du travail.

**La réduction du temps de travail  
comme modalité de répartition des  
gains de productivité**

On partira ici d'une décomposition éclairante qui résulte de la définition de la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises. Celle-ci peut en effet s'écrire :

On peut utiliser cette relation pour identifier trois manières d'utiliser les gains de productivité :

$$\text{Part des salaires} = \frac{\text{Salaire réel par tête}}{\text{Productivité horaire} * \text{durée}}$$

On peut utiliser cette relation pour identifier trois manières d'utiliser les gains de productivité :

- la première est une augmentation du salaire réel par tête ;
- la seconde est une réduction de la durée du travail ;

- la troisième est une baisse de la part salariale, autrement dit une augmentation du profit.

Le tableau 4 examine comment s'effectue ce partage sur deux périodes égales de seize ans. Sur la première d'entre elles (1965-1981), on observe que les gains de productivité sont élevés en Europe et qu'ils sont redistribués principalement sous forme d'augmentation du salaire réel. Ce « fordisme » s'accompagne également d'un rythme assez soutenu de réduction du temps de travail, de telle sorte que ces effets favorables aux salariés dépassent les gains de productivité obtenus et entraînent donc une baisse relative du profit, dans la mesure où la part salariale tend à augmenter. Avec des variantes, ce schéma vaut pour les quatre grands pays européens. La période retenue n'est certes pas homogène, puisqu'elle se situe à cheval sur les années d'expansion et sur les années de crise. Mais le choix de comparer des périodes de temps d'égale durée permet malgré tout de typer considérablement ces deux phases (qui pourraient l'être encore plus en retenant une période plus courte d'avant-crise).

Les années quatre-vingt se caractérisent par la mise en place d'une manière très différente de distribuer les gains de productivité. Ceux-ci, on l'a vu, sont pour commencer inférieurs (2,1 % par an au

## LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL EN EUROPE

lieu de 3,9 % pour l'Europe des 4). Mais la proportion de ce qui revient aux salariés a encore plus fortement baissé. Sous forme de salaire réel, les salariés n'obtiennent plus que 1 %, au lieu de 3,6 % auparavant. En d'autres termes, la progression salariale ne représente plus que 48 % des gains de productivité, contre 92 % dans la période antérieure. La redistribution sous forme de réduction du temps de travail est encore plus sensiblement ralentie (0,3 % par an au lieu de 0,9 %), et l'on retrouve le résultat évoqué plus haut. Les salariés ne récupèrent plus l'intégralité des gains de productivité, ni sous forme de salaire, ni sous forme de durée du travail réduite, de telle sorte que la part salariale baisse et que la restauration des taux de marge devient une affectation importante des gains de productivité.

Ce changement de régime se retrouve dans chacun des quatre grands pays européens, et aussi, avec des ordres de grandeur différents, aux Etats-Unis. La particularité de l'économie américaine est qu'il est nécessaire, pour passer à une contribution positive au rétablissement du taux de marge, non seulement de ralentir le rythme de réduction du temps de travail mais aussi d'inverser la tendance et d'augmenter la durée du travail.

### Durée du travail et montée du temps partiel

Dans les bilans menés jusqu'ici on raisonne sur une durée annuelle moyenne qui mélange des emplois à plein temps et à temps partiel. Il est évidemment nécessaire de distinguer dans l'évolution de la durée du travail ce qui renvoie à une variation de la durée du travail pour les emplois à plein temps, et ce qui résulte d'une augmentation du temps partiel. La contri-

bution du temps partiel peut elle-même s'exercer de différentes manières. Il peut s'agir d'une augmentation de la proportion de salariés travaillant à temps partiel, ou plutôt d'une augmentation des emplois à temps de travail très réduits. On peut avoir une idée de ce dernier mouvement en examinant le taux de conversion du temps partiel en équivalent-plein-temps, autrement dit la proportion entre la durée moyenne d'un emploi à temps partiel et celle d'un emploi à plein temps. Ces données sont fournies par l'Enquête Force de travail produite par Eurostat. Elles ne font pas apparaître d'évolution très prononcée. Le taux de conversion est voisin de 50 % et évolue selon les pays sans qu'on puisse discerner un mouvement général (tableau 5).

	1983	1995
Allemagne	48,1	49,1
Espagne	48,4	43,7
France	54,6	56,7
Italie	61,2	63,8
Pays-Bas	44,4	46,6
Royaume-Uni	43,1	40,5
Suède	53,0	59,2
Europe*	48,5	49,4

L'influence prépondérante sera donc la montée du temps partiel qui fait quant à elle apparaître une tendance globale à la hausse, au-delà des différences de niveaux et de vitesses selon les pays (tableau 6). Il va sans dire que ce

## LE RALENTISSEMENT DE LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

phénomène concerne principalement les femmes.

L'ensemble de ces données permet de reconstituer des durées moyennes de travail portant sur les seuls emplois à plein temps. On peut alors quantifier la contribution du temps partiel en comparant l'évolution de la durée du travail et celle de la durée moyenne tous emplois confondus. Le tableau 7 résume cette information en comparant deux sous-périodes plus courtes pour des raisons de disponibilité des données.

Si l'on raisonne au niveau européen, le résultat d'ensemble le plus net est le suivant. Entre 1979 et 1987, la contribution du temps partiel est d'environ 30 % de la baisse de la durée du travail. Sur la période récente (1987-1995) cette contribution passe à 60 %. Ce basculement est encore plus marqué en France, en Espagne et aux Pays-Bas, où la progression du temps partiel explique 80 % de la réduction du temps de travail, et même 100 % aux Pays-Bas. Le Royaume-Uni représente un cas de figure très spécifique : la durée du travail tend à augmenter légèrement, à temps plein comme à

temps partiel, et pourtant la durée moyenne baisse en raison d'une très forte progression de la proportion de travail à temps partiel. La contribution du temps partiel tend aussi à augmenter en Italie et reste constante en Allemagne.

Au total, l'évolution récente de la durée du travail en Europe fait apparaître une double inflexion : d'une part, le mouvement séculaire de réduction tend à se ralentir et, d'autre part, il recouvre une

**Tableau 6. Proportion de salariés à temps partiel**

	1977	1997
Allemagne	11,0	16,7
Espagne	5,3	8,0
France	7,4	16,3
Italie	5,0	6,7
Pays-Bas	14,4	38,6
Royaume-Uni	16,3	24,9
Suède	23,0	24,5
Europe*	10,3	17,2

du temps partiel.

	1979-1987		1987-1995	
	Durée	TP %	Durée	TP %
Allemagne	-5,8	26,1	-4,9	27,0
Espagne	-9,0	4,4	-1,4	81,0
France	-7,4	14,7	-2,4	81,3
Italie	-2,6	-7,4	-1,3	38,2
Pays-Bas	-8,2	82,2	-5,5	100,6
Royaume-Uni	-3,2	101,0	-1,5	179,9
Suède	1,3	96,9	5,0	3,2
Europe*	-5,3	29,6	-2,7	59,8